

LES PARAMÉDICAUX ENTAMENT LEUR DEUXIÈME SEMAINE DE GRÈVE

Les blocs fonctionnent au ralenti

Le mouvement de protestation entamé depuis une semaine par le personnel paramédical ne montre aucun signe d'essoufflement. Ils ne comptent pas mettre fin à leur protestation sans un dialogue sérieux avec la tutelle. Les blocs opératoires fonctionnent au ralenti.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Les paramédicaux n'en doutent plus, «le ministre de la Santé les mène en bateau». Hier matin, au CHU Mustapha-Pacha, à Alger, le personnel était révolté. «Pourquoi Ould-Abbès nous a lésé dans nos droits légitimes et pourquoi ce mépris à notre égard ?» s'interrogent-ils. Au couloir du CPMC, le personnel en grève était en colè-

re. Et pour cause, la veille, tout le personnel pensait que la rencontre avec le ministre de la Santé allait aboutir à des résultats positifs. Ils étaient déçus de savoir que la rencontre n'aurait finalement pas lieu et que le ministre ne réagirait pas pour dénouer ce conflit.

«Le ministre doit se décider à discuter avec nos représentants car ce sont les malades qu'il prend en otages. Nous ne prenons en charge que les urgences, les autres patients sont obligés de retourner chez eux et attendre la fin de cette grève. Nous comptissons avec eux mais la protestation est notre dernier recours pour rendre à la profession sa dignité», ont-ils souligné. Leur détermination ne faiblit pas. Ils sont décidés, affirment-ils, à aller jusqu'au bout pour amé-

liorer leurs conditions de travail, même si reporter les rendez-vous «ne leur fait pas plaisir». «La plupart d'entre nous sont en fin de carrière et nous ne touchons qu'entre 26 000 et 29 000 DA. Vous pensez que ce salaire nous fait vivre dignement ? Il n'existe pas de relève car la jeune génération fuit ce corps», regrettent-ils.

Par ailleurs, au niveau des blocs, seules les interventions urgentes sont assurées. Au CPMC, les nouveaux malades ne sont pas programmés. A l'hôpital de jour, aucune consultation n'est assurée. «Ils ne font pas de consultations, ils sont en grève, seule la chimio est assurée», a expliqué une patiente. C'est le même cas au niveau du service de chirurgie générale.

Une femme d'une quarantaine d'année vient d'apprendre par sa nièce que les médecins ne peuvent pas la prendre en charge dans l'immédiat. «On nous a dit que le personnel paramédical est en grève et que nous devons revenir plus tard», nous dit-elle.

En signe de protestation, les paramédicaux ont organisé une marche à l'intérieur de l'hôpital. «Ould-Abbès dégage», «promulguiez notre statut» ont-ils crié, entre autres. Le Syndicat algérien des paramédicaux (SAP) a décidé de patienter encore une semaine, si d'ici là le ministre de la Santé ne réagit toujours pas, d'autres actions de protestation seront envisagées.

S. A.

ILS MENACENT DE MARCHER VERS LE MINISTÈRE DE TUTELLE

Les étudiants en ingéniorat lancent un large mouvement de grève

Un vent de protestation souffle actuellement sur les centres universitaires du territoire national où une série de grèves et d'actions de protestation sont initiées depuis plusieurs jours. Les étudiants, futurs ingénieurs dans différentes spécialités, protestent notamment contre leur maintien au classement à l'échelle 13 par la Fonction publique et l'impossibilité d'accès au magister. Ils n'excluent pas l'éventualité de marcher vers le ministère de tutelle si leurs revendications ne sont pas satisfaites.

F.-Zohra B. - Alger (Le soir) - Les étudiants des écoles préparatoires ont choisi la protestation pour s'insurger contre le programme qu'ils jugent trop chargé. Ils disent refuser le fait de ne pas pouvoir refaire l'année en cas d'échec lors du tronc commun. Lors d'un échec, expliquent-ils, ils sont directement transférés vers les universités sans deuxième chance.

Les élèves des grandes écoles ont eu leur bac avec excellence et ont été destinés à étudier dans les écoles d'excellence. Ceux des écoles d'Alger, notamment, ont opté pour l'arrêt des cours. Plusieurs universités connaissent aussi des mouvements de protestation avec boycott des cours, assemblées générales et sit-in.

Pour M. Djamil, délégué des étudiants de l'Ugel à l'Ecole nationale des statistiques et d'économie appliquée et membre du conseil d'administration, le diplô-

me d'ingénieur d'Etat avec bac plus cinq n'a pas bénéficié du classement qu'il mérite par la Fonction publique dans la loi de 2010. «Depuis l'année 2007, on est classés à la 13, tout comme d'ailleurs les licenciés et les masters.

En 2010, dans le décret paru sur le Journal officiel de décembre, les masters ont été classés à la 14 et pas les détenteurs d'un ingéniorat avec bac plus cinq. Quelle est la différence entre nous ? C'est une injustice !» s'est insurgé le délégué des étudiants de l'INPS.

Selon ce dernier, les détenteurs de master dans le système LMD sont classés master 2, donc classés à la 14. «Nous sommes cantonnés à l'ancien système et classés master 1. Lors de la dernière réunion entre la tutelle et les directeurs des grandes écoles, il a été proposé que nous passions directement au master 2 puisque nous avons étudié cinq années, effectué un mémoire et un stage pratique

mais cette proposition a été refusée. Nous, les étudiants de l'ancien système, sommes ainsi sacrifiés alors que nous avons déjà étudié dans les grandes écoles», a expliqué notre interlocuteur.

Au niveau de l'institut, les étudiants ont décidé de reporter les examens au 19 février prochain. «Si nos revendications ne sont pas satisfaites, nous irons vers une grève illimitée», menacent-ils.

Une réunion devrait aussi se

tenir jeudi prochain en vue d'engager des discussions avec les responsables concernés au niveau de la tutelle. A l'université de Bab-Ezzouar, les étudiants ont fermé tous les accès, sauf celui réservé au Cous. Selon les délégués, une réunion devait se tenir hier avec les responsables du rectorat afin d'étudier la situation qui, selon eux, se dirige vers le pourrissement. «Nous, les étudiants de l'ancien système, sommes pénalisés

et n'avons pas le droit d'accéder au magister et au doctorat, outre de notre classement. Nous boycottons donc les cours jusqu'à la satisfaction de nos revendications. Nous ne faisons que réclamer nos droits», expliquent les délégués des étudiants de l'USTHB qui exigent une revalorisation de l'ancien système et l'équivalence au master dans le cas où ils n'auront toujours pas accès au magister.

F.-Z. B.

AUTOROUTE EST-ouest

Débrayage des travailleurs de l'unité 05 du consortium Cojaal

En grève depuis cinq jours, les travailleurs de l'unité 05 du consortium Cojaal, en charge de la réalisation du tronçon de l'autoroute Est-Ouest Djebel Ouahch-El-Harrouch, comptent poursuivre leur débrayage jusqu'à satisfaction de leurs doléances. Les grévistes réclament la prise en charge de leurs revendications socioprofessionnelles, notamment celle relative aux salaires.

Alors qu'il accuse déjà un retard considérable, dû à des contraintes géologiques, le chantier de l'autoroute Est-Ouest est presque à l'arrêt depuis samedi dernier, après que les quelque

150 employés de l'unité 05, située à Kef Lekhal, du consortium de réalisation Cojaal, eurent entamé un mouvement de grève illimitée pour dénoncer la précarité de leur situation et exiger de leur employeur l'amélioration de leurs conditions socioprofessionnelles.

A l'origine de ce débrayage, nous explique un responsable syndical, «la dégradation des conditions socioprofessionnelles des travailleurs, dont une grande partie travaillent avec des contrats à durée déterminée».

Une situation qui perdure, pour certains pères de famille, explique-t-il, depuis 2008.

Les contestataires se disent outrés également par le comporte-

ment de l'administration, qu'ils accusent d'avoir pris des décisions abusives à l'encontre de certains travailleurs.

En outre, ces derniers soulèvent un autre détail ayant trait au traitement discriminatoire auquel ils sont soumis, puisque «pour une même fonction, les salaires perçus par les employés algériens sont largement inférieurs à ceux des travailleurs d'autres nationalités».

Toujours est-il, et selon ce responsable syndical, une réunion entre les représentants des travailleurs et la direction de Cojaal a été organisée, hier, pour discuter des revendications des grévistes.

Farid Benzaid

TROISIÈME JOUR D'ÉMEUTES À AKBOU

Plusieurs blessés parmi les manifestants et les policiers

La tension n'a pas baissé, hier, à Akbou où les affrontements se sont poursuivis pour la troisième journée consécutive entre des manifestants et les forces de l'ordre.

Le pic de la violence a été atteint en début de la soirée de dimanche passé lorsque plusieurs centaines de personnes, témoigne une source locale, ont assiégé le commissariat de la ville pour l'attaquer avec des jets de pierres et des cocktails Molotov.

Les échauffourées ont duré jusqu'à une heure tardive de la nuit. Les forces anti-émeutes ont répliqué en intensifiant l'utilisation de bombes lacrymogènes pour dis-

perser les insurgés. Plusieurs personnes ont été interpellées avant d'être relâchées par la police, selon une source locale. Plusieurs blessés sont à déplorer parmi les manifestants et les policiers, signale une source hospitalière qui parle d'au moins une dizaine de cas. Deux insurgés auraient été grièvement blessés, selon la même source. Les mêmes scènes de troubles ont repris encore vers 14h 30 prenant pour cible le commissariat de la ville. Notre source parle d'une renfort impressionnant de policiers dépêchés sur les lieux des affrontements dans la matinée d'hier. La présence massive du service de l'ordre serait justi-

fiée, selon une autre source, par la dernière décision des autorités de Wilaya pour déloger les squatteurs de logements sociaux.

Pour rappel, quelque cinq cents logements sociaux ont été squattés à Akbou lors des dernières révoltes sociales ayant secoué la région, à l'instar des autres wilayas du pays au début du mois de janvier dernier. Des policiers sont intervenus, hier, au milieu de l'après-midi, au niveau de la nouvelle cité située à l'ex-caserne pour procéder à l'expulsion de plusieurs dizaines de squatteurs de logements nouvellement construits.

A. K.

TIZI-OUZOU

«La Tour», un autre quartier se soulève

C'est un rituel auquel l'administration ne semble pas du tout sensible. Sinon comment interpréter ces sorties qui se succèdent depuis plus de deux années des citoyens de nombreux quartiers de Tizi-Ouzou où — l'on est tenté de le croire — ils sont convaincus que pour se faire entendre, il faut mettre le feu ? Ainsi, hier, c'était au tour des habitants du quartier «La Tour» sur le boulevard Krim-Belkacem, à l'entrée Est de la Nouvelle-Ville, de sortir de leurs gonds et d'interpeller les autorités locales pour procéder à des travaux d'aménagement qu'ils réclament depuis des lustres, à l'instar de cette multitude de représentants de quartiers et cités qu'on n'a pas fini d'abreuver en promesses sans fin, comme c'était le cas, jeudi dernier, à Tala-Allam, à l'ouest de la ville où le lotissement dans lequel ils résident se trouve, il est vrai, dans un état qui illustre parfaitement le laisser-aller de l'administration. Samedi dernier, c'était le tour des jeunes de la cité du 5-Juillet, au cœur de Tizi, de «convoquer» les autorités pour voir de près l'état de délabrement de leur quartier. La cité Bouaziz, la Haute-Ville, le Marché, le Fleuriste, les Bâtiments-bleus, et la liste est encore longue, tous sont sortis, au moins une fois, crier leur ras-le-bol contre cet immobilisme qui a participé dans cette «œuvre» qui a fait passer Tizi-Ouzou, en l'espace de quelques années à peine, du statut de l'une des villes les plus coquettes du pays à celui de ville où il devient de plus en plus difficile de supporter le cadre de vie.

A. M.